



FÉDÉRATION  
INTERPROFESSIONNELLE  
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

FIQ Montréal | Siège social  
1234, avenue Papineau, Montréal (Québec) H2K 0A4 |  
514 987-1141 | 1 800 363-6541 | Téléc. 514 987-7273 | 1 877 987-7273 |

FIQ Québec |  
1260, rue du Blizzard, Québec (Québec) G2K 0J1 |  
418 626-2226 | 1 800 463-6770 | Téléc. 418 626-2111 | 1 866 626-2111 |  
fiqsante.qc.ca | info@fiqsante.qc.ca

Montréal, le 17 novembre 2016

Le très honorable Justin Trudeau  
Premier ministre du Canada  
Chambre des communes  
Ottawa, (Ontario) K1A 0A6

**OBJET :** Des infirmières autour du monde applaudissent la victoire aux États-Unis contre le Partenariat transpacifique et s'engagent à rester vigilantes contre les tentatives de le relancer l'année prochaine

Monsieur le Premier Ministre,

Des infirmières autour du monde font front commun pour se porter à la défense de leurs patients afin d'exiger des normes plus élevées de qualité et de sécurité des soins de santé en plus d'une réelle justice économique et sociale. Nous, dirigeantes des syndicats qui représentent infirmières et travailleuses de la santé dans huit pays, avons été profondément préoccupées par le Partenariat transpacifique (PTP). Négocié entre douze gouvernements nationaux, cet accord risque de nuire à la santé publique, aux normes de travail et à la sécurité des consommateurs. De plus, il aura des impacts directs sur la pauvreté et participera à la dégradation environnementale et à la perturbation climatique en plus de renforcer le pouvoir des entreprises sur nos économies et nos sociétés.

Nous avons été heureuses d'apprendre la semaine dernière que le président des États-Unis, monsieur Barack Obama, a pris la décision de ne pas soumettre le PTP au Congrès américain afin de le ratifier pendant la session dite « lame duck » (canard boiteux). Nous applaudissons le mouvement populaire progressiste aux États-Unis qui a fait pression sur le président Obama pour qu'il renonce à ses tentatives de ratifier l'entente. Sans une ratification par les États-Unis, l'entente ne pouvait prendre effet. Nous incitons fortement les gouvernements des autres pays signataires du PTP à déclarer publiquement leur intention d'abandonner l'accord. Nous resterons vigilantes au nom de nos patients et de nos communautés afin de nous assurer que le PTP ne sera pas réactivé l'année prochaine. Nous sommes conscientes que nous n'assistons pas aujourd'hui à la fin des tentatives d'imposer ce partenariat pas plus que la fin d'autres accords commerciaux dominés par les sociétés.

S'il est ratifié, le PTP réduira l'accessibilité aux médicaments à prix abordables. Les entreprises pharmaceutiques se verront offrir davantage d'années de pratiques de tarification monopolistique pour leurs brevets. Cela concerne surtout les médicaments à prix élevés puisqu'il ne pourra plus être question de médicaments génériques accessibles. Cet aspect est d'autant plus important pour les personnes atteintes du cancer, du VIH/SIDA, d'hépatite, et d'autres maladies autour de monde. En même temps, le PTP accordera l'autorité juridique aux entreprises pharmaceutiques, ce qui leur permettra de contester et de renverser les lois et règlements nationaux qui permettent aux gouvernements de négocier une tarification inférieure des médicaments en effectuant les achats en gros, réussissant ainsi à réduire les coûts pour tous.

Le PTP exposerait les gens à des produits alimentaires dangereux. Dans les pays où les lois légiférant la sécurité alimentaire sont importantes, notamment celles s'appliquant aux pesticides et aux additifs des viandes, des volailles, des fruits de mer et des légumes, le PTP pourrait porter atteinte à ces normes en évoquant que ces règlements constituent des « barrières de commerces illégaux ». Ceci aurait pour conséquence de soumettre plus de personnes à des produits dangereux. L'étiquetage des aliments fournissant l'information sur la provenance de la nourriture et sa transformation ferait également l'objet de contestations par le milieu des affaires, tel que noté par plusieurs organisations d'intérêts publics.

Les toxines environnementales, incluant les polluants atmosphériques et aquatiques, ainsi que les accidents industriels ont été associés à un vaste éventail de maladies graves. Par ailleurs, la pollution par gaz à effet de serre provenant de la production et de l'utilisation des combustibles fossiles est la cause principale du dérèglement climatique. Elle constitue la pire menace à la santé publique qui pèse sur l'humanité. Le PTP accorderait aux entreprises de combustibles fossiles, pétrochimique et d'exploitation minière une autorité légale élargie à poursuivre les gouvernements et à invalider les protections environnementales et de santé publique. Il leur permettra aussi de défier les mesures internationales de réduction de la pollution par les gaz à effet de serre, accélérant ainsi la destruction de l'environnement naturel et des systèmes climatiques dont toute vie est tributaire.

Finalement, si l'entente est ratifiée, le PTP minerait la démocratie et la souveraineté nationale. Des centaines de grandes entreprises ont participé à la rédaction du PTP à huis clos avec un accès restreint aux membres des assemblées législatives nationales. Les entreprises auront une marge extrêmement grande pour infirmer les lois adoptées par les représentants élus démocratiquement. Elles utiliseront des mécanismes juridiquement contraignants tel que prévu dans le traité, et ce, grâce aux tribunaux dominés par des entreprises commerciales. Les compagnies auront également une capacité élargie à poursuivre les gouvernements et à demander des centaines de milliers de dollars en ententes, financées par les contribuables, sur les lois qu'elles considèrent comme des obstacles au commerce ou au profit, et ce, même lorsque ces lois protègent la santé publique, l'information publique ou l'intérêt public. La souveraineté nationale et les droits démocratiques des citoyens de tous les pays touchés subiront un grand préjudice si ces ententes sont approuvées.

Pour toutes ses raisons, et pour le souci de nos patients et de nos communautés, nous encourageons tous nos gouvernements respectifs à rejeter le Partenariat transpacifique une fois pour toutes.

Veillez recevoir, Monsieur le Premier Ministre, mes salutations distinguées.

Régine Laurent, présidente de la FIQ